

- Édito : Pouvoir d'achat rabiôté
- Journée formation : Retraites
- De quelle couleur sont les Gilets Jaunes ?
- Evasion Fiscale
- Outrecuidances

édito :

POUVOIR D'ACHAT RABIÔTÉ : ÇA SUFFIT !

Depuis 3 mois les gilets jaunes poursuivent leur mobilisation en dépit d'une répression qui se veut dissuasive et d'un «débat public» transformé en campagne électorale. Chantal Jouanneau, présidente du Comité National du Débat Public a décliné l'invitation de le cautionner devant le refus jupitérien d'en accepter les règles.

Restons mobilisé.es

Face à un gouvernement qui joue la montre mais dont les déclarations montrent qu'il ne veut rien lâcher, les syndicats CGT, FSU, Sud Solidaires poursuivent leurs actions. Le 24 janvier le second degré a appelé à la grève, le 5 février opération départementale escargot vers le siège du MEDEF à Lézignan, le 6 les AESH se sont rassemblés devant la DSDEN (ex IA).

Avant que se termine le mois des étrennes, les retraités.es ont tenu à rendre au Président de la République ses «cadeaux», ceux qui aggravent les conditions de vie du plus grand nombre et ceux qui enrichissent les puissants. Ce 31 janvier, les retraités.es ont une nouvelle fois exprimé leur droit à un pouvoir d'achat décent pour vivre dignement leur retraite, participer par leur consommation au redressement économique du pays, accéder aux soins nécessaires, aux loisirs, aider leurs enfants et petits enfants à vivre du mieux possible. 150 à Narbonne, plus de 200 à Carcassonne jusqu'au pas de porte des députés.es, ils ont rapporté «ses cadeaux» aux vassaux du roi. Confronté au mouvement social, le pouvoir a opéré un premier recul en élargissant le champ des retraités.es exonérés.es de l'augmentation de la CSG. Avec le groupe des 9, nous exigeons le retrait total de cette mesure et nous continuons à faire pression. De même, nous dénonçons le recul programmé de notre pouvoir d'achat avec la désindexation de nos pensions.

Ensemble, mettons à mal l'intransigeance affichée par le pouvoir. Ne baissons pas la garde.

Alain CAZANAVE

JEUDI 21 FÉVRIER 2019 RÉFORME DES RETRAITES : Enjeux et Conséquences

Cette journée de réflexion est organisée
par la FSU11 et la SFR-FSU11.

Elle est destinée aux personnels actifs et aux retraités.es.

Elle sera animée par Benoît Teste (secrétaire général adjoint
du SNES-FSU et membre du secrétariat national de la FSU).

De 9h00 à 16h30 à NARBONNE
Bourse du Travail, Bd Dr. Léon Augé,
salle du Dr. Lacroix, au rez-de-chaussée

Le repas de midi est prévu à la MJC de Narbonne
et sera pris en charge par la FSU11 pour les syndiqués.es.

Après un historique des différentes réformes rappelé par Philippe Baillou, militant du SNUipp-FSU 11, ce sera au tour de Benoît Teste d'intervenir. Il est membre de la délégation FSU qui se rend à des réunions convoquées par JP Delevoy, Haut Commissaire à la réforme des retraites désigné par le gouvernement.

Les discussions sur une nouvelle réforme des retraites ont commencé.

Ses promoteurs parlent d'instaurer un régime «par points» ou par «comptes notionnels», changeant radicalement le système actuellement en vigueur.

Les contours précis de cette réforme ne sont pas connus pour l'heure. Mais nous avons suffisamment d'éléments pour alerter sur les dérives significatives clairement identifiées.

L'absence de financement supplémentaire posé comme un préalable, laisse de toutes façons craindre des dégradations majeures et une mise à mal des solidarités.

*Quelles seraient les conséquences de cette réforme pour l'ensemble des salariés.es ? Pour les fonctionnaires ? Pour les retraités.es actuels.es ?

*Quelles sont les propositions et la stratégie de la FSU pour conserver et améliorer un système solidaire de retraite ?



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

**PARTICIPEZ NOMBREUSES
ET NOMBREUX
À CETTE JOURNÉE DE
RÉFLEXION !**

S'inscrire impérativement avant le samedi 16 février soit :

* en envoyant un e-mail à : a.cazanave@wanadoo.fr

* en téléphonant ou en laissant un message au : 06 74 15 35 25

Bien préciser son identité et le nombre de repas souhaité.

Qui sont et que veulent les gilets jaunes ? Quel est leur avenir ?

Notre département n'échappe pas à la « vague jaune ». De Carcassonne à Narbonne, de Lézignan à Sigean, en passant par Port-La Nouvelle, Leucate, Capendu, Limoux, Quillan, Castelnaudary, Trèbes et ailleurs, des centaines de personnes se mobilisent depuis bientôt 3 mois. Chaque samedi, mais pas uniquement, est devenu un rendez-vous incontournable de la mobilisation populaire.

La colère des gens « qui ne sont rien ... »



Source : <http://bibliotheque.sciencespo-lyon.fr/wp-content/uploads/2018/11/Gilets-jaunes-17-novembre-1024x768-1-854x641.jpg>

Ce que l'on peut voir, avec les « gilets jaunes », sur chaque rond-point, sur chaque parking de supermarché, sur chaque péage... c'est la colère des « gens qui ne sont rien », des invisibles, une révolte qui s'exprime de façon brute mais efficace. Ils disent : « Assez ! » après avoir été poussés au bord du gouffre pendant des années par un système vorace, fondé sur les profits, construit sur leur dos et avoir été ignorés quel que soit le parti de la classe dirigeante au pouvoir.

Les « gilets jaunes » veulent comme les régionalistes et les écologistes des années 1970 « vivre et travailler au pays ». Ils incarnent un mouvement de survie écologique contre la tendance générale du capitalisme, contre l'expulsion : expulsion des paysans par les accapareurs de terre, expulsion des ouvriers par les délocalisations, expulsion des locataires de leur logement ou des petits propriétaires chassés de leurs maisons parce qu'incapables de rembourser leurs traites, expulsion des habitants des villes petites et moyennes, faute de services publics, de petits commerces,...

... appelle la souveraineté populaire

Ce peuple, dans sa diversité, se soulève en se réclamant d'une souveraineté populaire dont il est privé. Ce mouvement rend visible et audible la France des perdants de la mondialisation, celle des travailleurs pauvres, des fonctionnaires de catégories B et C, des infirmières, des aides-soignantes, des retraité.e.s, des mères de famille monoparentales, des petits patrons...endettés, des auto entrepreneurs ubérisés, des intérimaires et des chômeurs,...

Cette France en colère pose les questions essentielles de l'écologie politique : les transports contraints, l'étalement urbain avec la gentrification et l'expulsion des pauvres des métropoles, la précarité énergétique, l'inégalité dans la répartition des richesses. Il pose autrement la question de la production en s'attaquant à la circulation de la marchandise et à la question de la consommation.

Auto-organisation et solidarité

L'autonomie du mouvement par l'utilisation massive des outils numériques pour son auto organisation, l'absence de porte-parole élus et identifiés – même si deci-delà on assiste au fil du temps à une structuration-, la dynamique qui rappelle l'organisation des ZAD, tout cela s'assortit au **convivialisme** par la fraternité des ronds-points. Cette dynamique de l'entraide, de la coopération, cette joie de se reconnaître comme « nous », où le rôle des femmes est essentiel, cette leçon-là ne sera pas perdue pour l'avenir, quel qu'il soit.

Dès lors, plusieurs éléments font des « gilets jaunes » une contestation singulière par rapport aux mouvements sociaux des dernières décennies. Outre son ampleur, la forte présence des employés, des personnes peu diplômées, des primo manifestants et, surtout, la diversité des rapports au politique et des préférences partisanes déclarées, font des ronds-points et des péages des lieux de rencontre d'une France peu habituée à prendre les places publiques et la parole, mais aussi des **lieux d'échange et de construction de collectifs aux formes rarement vues dans les mobilisations**.

Des syndicats, un temps ignorés, souvent écartés, prennent peu à peu leur place en apportant leur expertise et leurs habitudes de pratiques militantes. Bon nombre de revendications des « gilets jaunes » sont portées depuis longtemps par plusieurs organisations syndicales dont la FSU. Ainsi, le 31 janvier les retraité.e.s se sont mobilisés, pour la 5^e fois de l'ère Macron, sur leur pouvoir d'achat à l'appel du « groupe des 9 ». En plusieurs endroits, des « gilets jaunes » s'étaient joints au mouvement. A Narbonne, l'acte X avait permis une **convergence entre les « gilets jaunes » et des syndicalistes**. Ce 5 février, c'est lors d'une grève interprofessionnelle qu'actifs, retraité.e.s et « gilets jaunes » ont convergé devant le MEDEF à Lézignan après s'être rassemblés devant la CCI de Narbonne ou la Cité Administrative de Carcassonne.

Les convergences se construisent. Il est temps que les opposants aux pratiques ultra libérales de Macron se serrent les coudes dans un même élan. C'est **ENSEMBLE** que nous obtiendrons satisfaction.

Jusqu'où portera la vague de colère incarnée par le mouvement des gilets jaunes? Saurons-nous faire grandir les conditions d'une issue émancipatrice ? Il le faut. Le brun rêve de prendre la main. Mais le jaune a pris un sérieux coup de rouge. Il faut maintenant que la colère se mue en espérance.

Régis TRILLES



Evasion fiscale : cette gangrène dont il faut se défaire

Ladite évasion est cette «pratique sombre», faite d'optimisations légales et de transgressions frauduleuses, mise en œuvre par de riches particuliers, des banques ou des multinationales pour se dégager de leur obligation : leur contribution fiscale à la vie des sociétés.

Les chiffres sont effarants. 1000 milliards d'euros de perte fiscale par an pour l'Union Européenne, 100 milliards pour notre seul pays. En 2015, les bénéficiaires déclarés des banques européennes dans les paradis fiscaux s'élevaient officiellement à 25 milliards et 50% des échanges du commerce international y transitaient...

Ils sont tout aussi révoltants surtout quand on sait que 26 milliards d'euros annuels permettraient d'éliminer la faim dans le monde et que 27 autres milliards sauveraient la vie de 6 millions d'enfants par une meilleure offre de soins. Quant à la France, le montant de cette évasion dépasse toutes les dépenses du ministère de l'Éducation et est de l'ordre du déficit budgétaire de l'État !

La cohésion sociale ne peut être que menacée par l'injustice fiscale...

A cet égard, chacun peut légitimement s'interroger sur l'énergie dépensée par nos gouvernements successifs à réduire les dépenses sociales et publiques et sur leur frilosité, pour ne pas dire plus, face à cette pratique nocive et indécente !



Source : <https://twitter.com/ornikkar/status/946136949382934528>

ÉVASION FISCALE MONDIALE



<http://www.caricaturesetcaricature.com/2015/03/evasion-fiscale-mondiale-dessin-de-box-paru-dans-fakir.html>

Et cette pratique a des conséquences sur nos vies car ce manque de recettes est utilisé par le gouvernement pour nous imposer une politique d'austérité visant les salaires et les pensions et une mise à la diète des investissements et services publics. Et nous payons et paierons les pots cassés : cet argent placé dans les paradis fiscaux ne dort pas, il alimente les bulles spéculatives dont on connaît les conséquences quand elles explosent !

Ce détournement de richesses, partie prenante de l'ADN du capitalisme mondialisé et financiarisé, pose non seulement des problèmes économiques et sociaux mais porte aussi une dimension antidémocratique et immorale grave. Car il remet en cause un pilier de notre République : l'égalité.

Il est temps de mettre un terme à cette fraude mondialisée !

Les mécanismes, les dispositifs, les «complicités» sont connus.

Les paradis fiscaux ?

Ils sont même dans l'Union Européenne : Irlande, Pays-Bas, Luxembourg...

Les rescrits fiscaux négociés dans le secret entre États et grands groupes sur un taux d'imposition le plus bas possible, dont les révélations du LuxLeaks ont mis à jour leur ampleur et leur nocivité dans le Grand Duché de M Juncker ?

Ils sont dans la logique du dumping fiscal, inséparable du libéralisme...

Quant aux réponses à apporter pour y faire face, qu'elles viennent d'associations, de politiques, de lanceurs d'alerte ou de syndicats, elles ne manquent pas : transparence des activités, bilans et fiscalités des entreprises, harmonisation fiscale au niveau européen, interdiction de toute transaction financière avec tout paradis fiscal, prélèvement à la source des bénéfices des entreprises, mise en place d'une COP fiscale au niveau mondial...

Contribuons à créer les conditions d'avancées et de décisions dans ce domaine. Cela n'est pas à la marge de notre activité syndicale car les réponses à nos revendications comme la construction d'une alternative en dépendent...

Jean Pierre MAISTERRA

OUTRECUIDANCES

Le 12 décembre, une manante*, professeur de l'Éducation nationale, eut l'outrecuidance de faire part, sur un site internet, de ce qu'elle pensait de l'intervention jupitérienne prononcée le 10 décembre par le locataire de l'Élysée.

"Le grand chef blanc a parlé"



Source : 2a55cd71419d765eb02b2a948401b7e3-2.jpg

"Le grand chef blanc a parlé treize minutes pour apaiser le ressentiment de millions d'indiens. Le grand chef blanc, au début de sa palabre, a prévenu que si les millions d'indiens continuaient de lui courir sur le calumet, il allait être intraitable pour rétablir l'ordre. Il en va de l'autorité du grand tipi de l'Élysée", écrit l'enseignante avant de poursuivre :

"Hugh grand chef blanc, tu as bien parlé et tu as restauré l'autorité du conseil des anciens, tous ces chauves à grandes bouches qui parlent, parlent et comprennent qu'un bon indien est un indien mort ou grabataire."

Le résultat ne fut guère goûté par des membres dudit conseil qui n'hésitèrent pas à sermonner la dame, croyant opportun de lui rappeler des «obligations de réserve» pourtant contraires au statut général des fonctionnaires, lequel garantit l'expression de leur liberté d'opinion.

Au grand dam des fidèles marcheurs, la populace proclama dans un langage fort trivial qu'il vaut mieux se payer un costard que s'en faire tailler un.

Il n'en fallait pas tant pour que le sieur Blanquer, ci-devant ministre de l'Éducation dudit monarque, concoctasse un projet de loi à même de mettre fin à ces insupportables outrages.

Dans le projet de «l'école de la confiance», ne voilà-t-il pas qu'il introduisit un article faisant état du «lien de confiance qui doit unir la communauté éducative», lequel article viserait, selon des gens de robe bien au fait, à sanctionner les contrevenants aux bonnes mœurs du royaume que les manants se doivent de respecter.



Source : <http://www.journalessentiel.be/IMG/arton3428.jpg>

**LA DICTATURE C'EST
FERME TA GUEULE**



**LA DÉMOCRATIE
C'EST CAUSE TOUJOURS**

Source : https://i.skyrock.net/1053/51451053/pics/2957939587_1_3_QU56eW7K.jpg

*manante : féminin bien connu de manant.

Moralité : en cette période quelque peu assombrie par le jaune persistant, il devient de plus en plus difficile pour les tenants de la politique en marche de souffrir quelque contestation des jupitériennes décisions. Qu'on se le dise et qu'on y résiste !

Guy AYATS